



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

Liberté
Égalité
Fraternité

**Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 29/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/04/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

REVIVAL

Rue du Président Lecuyer
zone industrielle n 4 - B.P.8
59880 Saint-Saulve

Références : E/24-0912
Code AIOT : 0006500498

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04 avril 2024 dans l'établissement REVIVAL implanté Chemin du Corps de Garde 77500 Chelles. L'inspection a été annoncée le 02 avril 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- REVIVAL
- Chemin du Corps de Garde 77500 Chelles
- Code AIOT : 0006500498
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société REVIVAL appartenant au Groupe DERICHEBOURG ENVIRONNEMENT exploite des activités de valorisation et élimination de déchets métalliques par broyage à ce titre elle relève des rubriques suivantes :

- n° 2712-1 centre de traitement et de dépollution des véhicules hors d'usage ;
- n° 2713-1 transit, regroupement et tri de métaux ;
- n° 2718-1 transit, regroupement et tri de déchets dangereux.

La société REVIVAL est également soumise à la directive n° 2010/75/UE relative aux émissions industrielles est relève de ce fait de la rubrique n° 3532 de la nomenclature des installations classées.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024
- AN24 Appareils PCB
- AN24 PFAS
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Demande d'action corrective	1 mois
3	Qualifications pour	Arrêté Ministériel du	Demande d'action corrective	4 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	réaliser les campagnes d'analyse	20/06/2023, article 4		
4	Exigences pour les prélèvements	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Demande d'action corrective	4 mois
6	Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Demande d'action corrective	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Sans objet
5	Précisions des mesures	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
7	Entreposage des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > IV.	Sans objet
8	Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie.	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20	Sans objet
9	Contrôle du dispositif de surveillance de la radioactivité	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13	Sans objet
10	Valeurs limites d'émissions et surveillance des effluents aqueux	Arrêté Préfectoral du 24/12/2021, article APC du 24/12/2021	Sans objet
11	Article 3 : Valeurs limites d'émissions et surveillance des effluents aqueux	Arrêté Préfectoral du 24/12/2021, article APC du 24/12/2021	Sans objet
12	Valeurs limites d'émissions des effluents gazeux	Arrêté Préfectoral du 24/12/2021, article 3	Sans objet
13	Installations électriques et mise à la terre	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10	Sans objet
14	Collecte des eaux pluviales.	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 27	Sans objet
15	Quota agrément VHU	Arrêté Préfectoral du 21/10/2015, article arrêté préfectoral n° 2015/DRIEE/UT77/148	Sans objet
16	Élimination des appareils et des huiles contaminés aux PCB	Code de l'environnement du 10/04/2013, article R543-33	Sans objet
17	Conservation des justificatifs d'élimination	Code de l'environnement du 11/07/2011, article R541-45	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté, au cours de la visite du 04 avril 2024, que la société REVIVAL a satisfait à l'ensemble des points de contrôle relatifs à l'exploitation de ses activités.

En revanche, dans le cadre de la campagne de surveillance des substances PFAS, l'inspection des installations classées a constaté un défaut de prélèvement et l'absence de la liste des substances PFAS susceptibles d'être présentes sur le site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2024, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées. Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.
Constats : L'exploitant n'a pas établi la liste des substances PFAS susceptibles d'être présentes dans les activités de l'établissement. L'exploitant déclare ne pas utiliser de substances PFAS dans ses process, cependant, il indique que les déchets de platins et les déchets ferreux sont d'éventuelles sources de présence desdites substances.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Réalisation des campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3
Thème(s) : Actions nationales 2024, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.
Constats : L'inspection des installations classées a constaté que la société REVIVAL a procédé à la campagne d'analyses des substances PFAS. Les prélèvements ont été réalisés le 15 décembre 2023, le 30 janvier 2024 et le 22 février 2024.

Les analyses ont porté sur les paramètres obligatoires prévus par l'arrêté du 20 juin 2023.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4

Thème(s) : Actions nationales 2024, Accréditation des organismes mandatés

Prescription contrôlée :

Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.

Constats :

L'inspection des installations classées a constaté que les analyses ont été réalisées par un laboratoire accrédité par le COFRAC.

Cependant, les prélèvements ont été réalisés par l'exploitant et non par le laboratoire accrédité par le COFRAC.

L'exploitant justifie cet écart, à l'arrêté ministériel du 22 juin 2023, par le fait que les laboratoires accrédités étaient soit dans l'incapacité à réaliser les prélèvements soit dans des délais nettement supérieurs aux dispositions l'arrêté du 22 juin 2023.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4 mois

N° 4 : Exigences pour les prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4

Thème(s) : Actions nationales 2024, Exigences pour le prélèvement

Prescription contrôlée :

Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation.

Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents.

Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.

Constats :

L'inspection des installations classées a constaté que l'échantillonnage sur 24h n'a pas été respecté lors du prélèvement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4 mois

N° 5 : Précisions des mesures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Respect des limites de quantification
Prescription contrôlée : Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée. Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée. Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée.
Constats : L'inspection des installations classées a constaté que les limites de quantification mentionnées dans les rapports d'analyses, des trois prélèvements réalisés, ne dépassent pas celles fixées par l'arrêté ministériel du 20 juin 2023. Il est observé que la quantification du paramètre PFOS lors du prélèvement du 20/02/2024 a été mesuré à 94 n/L, restant toutefois inférieure au 100n/L.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Déclaration des résultats GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Restitution des résultats sur GIDAF
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.
Constats : L'inspection des installations classées a constaté l'absence de déclaration des résultats des analyses des substances PFAS, sur l'application GIDAF. L'exploitant a justifié cette absence par le piratage du réseau informatique de la société en septembre 2023. Il précise que le retour progressif à une utilisation normale devrait permettre de procéder, à nouveau, aux déclarations GIDAF dès le mois d'avril 2024.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 7 : Entreposage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > IV.
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont

distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple). L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.). La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres.

Constats :

L'inspection des installations classées a constaté qu'une partie des poussières de métalliques, issues du nettoyage du broyeur, étaient entreposées à même le sol, en dehors de la benne de stockage dédiée à cet effet. De ce fait, elles étaient sujettes à se mélanger avec les eaux de ruissellement.

Le 05 avril 2024, la société REVIVAL justifie avoir procédé au nettoyage de la zone dédiée à l'entreposage des poussières métalliques issues du broyeur.

Dans l'aire d'entreposage des métaux, l'inspection des installations classées a constaté l'absence de moyens permettant d'évaluer la hauteur des déchets entreposés (déjà constaté le 15/09/2022). L'exploitant a déclaré que des blocs béton seront disposés sur la partie arrière de la zone, à une hauteur de six mètres. Cette délimitation permettra ainsi d'évaluer la hauteur des stocks. L'inspection a constaté que les blocs béton étaient effectivement réceptionnés par la société REVIVAL, le dispositif devrait être effectif durant le mois d'avril 2024.

Le 19 avril 2024, la société REVIVAL justifie la mise en place des blocs béton délimitant ainsi une hauteur d'entreposage maximal de 5,90 mètres.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :— d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;— de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 9 ;— d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 m³/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ;— d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;— un bac de sable lorsque des opérations de découpage au chalumeau sont effectuées sur le site. Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la

maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.
Constats : L'ensemble des moyens incendie présent sur le site ont fait l'objet d'un contrôle le 10 mars 2023 et les 07 et 27 mars 2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Contrôle du dispositif de surveillance de la radioactivité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : L'admission de déchets radioactifs sur le site est interdite. Tous les déchets de métaux, terres ou autres déchets susceptibles d'émettre des rayonnements ionisants font l'objet d'un contrôle de leur radioactivité, soit avant leur arrivée sur site, soit à leur admission si le site est équipé d'un dispositif de détection.
Constats : Dans le cadre des dispositions de l'article 13 de l'arrêté ministériel du 06/06/2018, l'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant a procédé à l'entretien des deux portiques de détection de la radioactivité les 08/11/2023 et 28/02/2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Article 2 : Valeurs limites d'émissions et surveillance des effluents aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2021, article APC du 24/12/2021
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions de l'article L. 1331-10 du Code de la santé publique, les eaux issues des aires étanches de l'établissement sont récupérées et traitées avant leur rejet au réseau communal, notamment par passage dans un décanteur/déshuileur ou tout autre dispositif d'effet équivalent. Ce dispositif est conçu, dimensionné, entretenu, exploité et surveillé de manière à respecter les seuils fixés ci-dessous et à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...). Le traitement réalisé doit assurer que le rejet des eaux au réseau communal respecte les dispositions suivantes : Paramètre Valeur limite ou Norme Fréquence de surveillance (1) pH Compris entre 6,5 et 8,5 (9,5 en mensuelle cas de neutralisation alcaline) Température < 30°C mensuelle Matières en suspension totales <35mg/l mensuelle DCO : <125 mg/l mensuelle DBOs < 30 mg/l: mensuelle Hydrocarbures totaux <5 mg/l mensuelle Plomb : <0,3 mg/l mensuelle Nickel <0,5 mg/l mensuelle Cadmium < 0,02 mg/l mensuelle Indice phénols <0,3 mg/l mensuelle Chrome hexavalent <01 mg/l ' mensuelle Cyanures totaux <01 mg/l mensuelle AOX <5 mg/l ' mensuelle Arsenic < 0,05 mg/l mensuelle Métaux totaux <10 mg/l mensuelle PFOA ISO 25101 semestrielle PFOS ISO 25101 semestrielle (1) La fréquence de surveillance des rejets des effluents aqueux est fixée mensuellement. En cas de rejets discontinus à une fréquence inférieure à la fréquence minimale de surveillance, la surveillance est effectuée une fois par rejet.
Constats : L'exploitant a présenté, à l'inspection des installations classées, le suivi mensuel des analyses des rejets aqueux du site. Les résultats des analyses n'appellent pas de commentaires et respectent les valeurs limites d'émissions de l'arrêté préfectoral du 24/12/2021.

L'inspection des installations classées a procédé à la corrélation du suivi mensuel avec les rapports d'analyses émis par le laboratoire pour les mois de janvier et février 2024.

Par ailleurs, l'inspection des installations classées a alerté l'exploitant sur l'absence de déclaration des résultats des analyses de rejets aqueux, sur l'application GIDAF, depuis le mois août 2023.

L'exploitant a justifié cette absence par le piratage du réseau informatique de la société en septembre 2023. En précisant que le retour progressif à une utilisation normale devrait permettre de procéder, à nouveau, aux déclarations GIDAF dès le mois d'avril 2024.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Article 3 : Valeurs limites d'émissions et surveillance des effluents aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2021, article APC du 24/12/2021

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets

Prescription contrôlée :

respectent les valeurs limites et les fréquences de surveillance suivantes: Paramètre Valeur limite ou Norme Fréquence de surveillance Poussières < 5mg/Nm³ semestrielle Retardateurs de flamme bromés Pas de norme EN | annuelle PCB de type dioxine NF EN 1948 -1, -2 et -3 (1) annuelle Métaux et métalloïdes, à NF EN 14385 annuelle l'exception du mercure (As; Cd, Co, Cr, Cu, Mn, Ni, Pb, Sb, Se, Tl, V) PCDD/F NF EN 1948 -1, -2 et -3 (1) annuelle COVT 30 mg/Nm³ semestrielle (1) L'échantillonnage peut aussi être réalisé

Constats :

L'inspection des installations classées a constaté que les résultats des analyses mensuelles des rejets aqueux respectaient les valeurs limites d'émissions de l'arrêté préfectoral du 24/12/2021.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Valeurs limites d'émissions des effluents gazeux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2021, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets

Prescription contrôlée :

Les effluents atmosphériques respectent les valeurs limites et les fréquences de surveillance suivantes :

Paramètre	Valeur limite ou Norme	Fréquence de surveillance
Poussières	< 5mg/Nm ³	semestrielle
Retardateurs de flamme bromés	Pas de norme EN	annuelle
PCB de type dioxine	NF EN 1948 -1, -2 et -3 (1)	annuelle
Métaux et métalloïdes, à l'exception du mercure (As, Cd, Co, Cr, Cu, Mn, Ni, Pb, Sb, Se, Tl, V)	NF EN 14385	annuelle
PCDD/F	NF EN 1948 -1, -2 et -3 (1)	annuelle
COVT	30 mg/Nm ³	semestrielle

Constats :

L'inspection des installations classées a constaté que la société REVIVAL respectait les fréquences de surveillances des effluents gazeux imposées par l'arrêté préfectoral du 24/12/2021.

Au regard des rapports d'analyses établis par l'organisme accrédité ayant réalisé les mesures des rejets atmosphériques, le 11 juillet 2023 et le 25 octobre 2023, l'inspection des installations classées a constaté la conformité des valeurs limites d'émissions des installations de broyage de la société REVIVAL.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : installations électriques et mise à la terre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.

Constats :

L'exploitant a procédé à la vérification des installations électriques le 02 février 2024. Le rapport de contrôle relève 9 observations, dont 8 ont été levées les 02 et 20 février 2024.

Le dernier point restant à corriger concerne l'absence de définition de zone à risque explosif (ATEX) au niveau de l'air de dépollution des VHU.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Collecte des eaux pluviales.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 27

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets

Prescription contrôlée :

Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection. En tout état de cause, le report de cette opération ne pourra pas excéder deux ans. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'inspection des installations classées a constaté que le séparateur d'hydrocarbures a fait l'objet d'entretiens les 18 et 19 octobre 2023. L'exploitant a justifié des bordereaux de suivi de déchets dangereux liés à ce curage.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Quota agrément VHU

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2015, article rrêté préfectoral n° 2015/DRIEE/UT77/148
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : La Société REVIVAL, dont le siège social est situé 3, avenue Marcelin Berthelot — ZI du val de Seine — 92 396 VILLENEUVE-LA-GARENNE, est agréée pour effectuer le stockage, la dépollution et le démontage de véhicules hors d'usage. La quantité maximale de véhicules hors d'usage pouvant être traitée sur le site de CHELLES est de 5000 véhicules
Constats : L'inspection des installations classées a constaté qu'au cours de l'année 2023, la société REVIVAL avait procédé à la dépollution de 579 VHU.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Élimination des appareils et des huiles contaminés aux PCB

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 10/04/2013, article R543-33
Thème(s) : Risques chroniques, PCB
Prescription contrôlée : Tout détenteur, à quelque titre que ce soit, de déchets contenant des PCB est tenu de les faire traiter soit par une entreprise agréée dans les conditions définies à l'article R. 543-34, soit dans une installation classée pour la protection de l'environnement autorisée à les traiter, soit dans une installation qui a obtenu une autorisation dans un autre Etat membre de l'Union européenne. Le mélange de déchets contenant des PCB avec d'autres déchets ou toute autre substance préalablement à la remise à l'entreprise agréée ou à l'installation autorisée est interdit.
Constats : La société REVIVAL a procédé le 12/12/2016 au retrait et à l'évacuation des huiles PCB. Le bordereau de suivi des déchets dangereux mentionne que les huiles PCB ont été conditionnées en fûts séparés et ont été traitées par la société agréée TREDI à Saint-Vulbas.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Conservation des justificatifs d'élimination

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11/07/2011, article R541-45
Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité des déchets
Prescription contrôlée : R541-45(texte en vigueur entre 2011 et 2021) : Toute personne qui produit des déchets dangereux [...] émet, à cette occasion, un bordereau qui accompagne les déchets. Toute personne qui émet, [...] l'original ou la copie d'un bordereau en conserve une copie pendant cinq ans [...] Arrêté du 07/01/2014, article 11 En cas d'élimination d'un appareil ou d'une décontamination, le détenteur conserve les

justificatifs de traitement cinq ans après la date d'élimination/ de décontamination prévue par l'échéancier national.

Constats :

La société REVIVAL a justifié, auprès de l'inspection des installations classées, du bordereau de suivi des déchets dangereux relatifs aux huiles contenant du PCB issues des transformateurs.

Les huiles PCB (code déchet n° 130301* - huiles hydrauliques contenant du PCB) collectées le 12/12/2016, ont préalablement fait l'objet d'un certificat d'acceptation préalable n° VUL1611300164 auprès de la société de traitement TREDI. L'opération d'élimination porte le code D10 (incinération à terre).

Type de suites proposées : Sans suite